

# Comment l'idée de neutralité scientifique nous aveugle

**Aurélien Berlan**

DANS **ÉCOLOGIE & POLITIQUE** 2023/2 (N° 67), PAGES 131 À 146

ÉDITIONS **ÉDITIONS LE BORD DE L'EAU**

ISSN 1166-3030

ISBN 9782356879851

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2023-2-page-131.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Éditions Le Bord de l'eau.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

## COMMENT L'IDÉE DE NEUTRALITÉ SCIENTIFIQUE NOUS AVEUGLE

– Aurélien Berlan –

Pour les scientifiques, l'impératif de la neutralité semble aller de soi<sup>1</sup>. Il s'agirait d'une norme constitutive de tout savoir scientifique et donc d'une caractéristique de la science par rapport à d'autres types de discours (religieux, politique, moral, etc.) : pour être scientifique et prétendre à la vérité objective, un discours doit être neutre ou impartial. Sinon, il est partisan, basé sur des partis pris politiques, sociaux, culturels ou éthiques qui ne peuvent faire l'objet d'un consensus large et fondé en raison. Mais dès que l'on analyse plus précisément cet idéal et les pratiques scientifiques effectives, la question se pose de savoir s'il peut être vraiment atteint et constituer une norme valable. Ne présuppose-t-il pas une vision fallacieuse de la science, désencastrée de la société dont elle ne subirait aucune influence ? Ne fonctionne-t-il pas comme une pétition de principe (par définition, la science est neutre) qui empêche de se poser certaines questions délicates, comme celle des implications de la recherche scientifique sur le monde social et naturel ? Est-il lui-même neutre, ou s'agit-il d'un dogme lié à une certaine conception, positiviste, de la science, tout à fait partielle et discutable d'un point de vue logique et empirique ? Est-il vraiment indispensable, comme on le croit souvent, pour déterminer ce qui constitue la valeur des discours scientifiques par rapport aux autres<sup>2</sup> ?

Commençons par clarifier le sens des mots. Le terme « neutralité » vient du latin *neuter*, « aucun des deux », spécialement en grammaire où il signifie « ni masculin, ni féminin ». Dans son usage le plus courant, la neutralité implique de ne pas prendre parti dans un conflit, et donc d'être au-dessus de la mêlée. Neutre depuis 1815, la Suisse a ainsi prétendu, pendant les guerres mondiales, ne se situer ni d'un côté ni de l'autre. Mais comme les oppositions sont, dans la réalité, rarement binaires et plutôt polaires (c'est-à-dire admettent des degrés intermédiaires), le terme a pris une autre signification, notamment dans les sciences de la nature : non pas absence de position, mais position médiane entre deux pôles, avec l'idée que les opposés s'annulent ou se neutralisent, comme quand on parle de

---

1. Cf. l'article de Guillaume Carbou et Léa Sébastien dans ce numéro.

2. Cet article est la version remaniée d'une conférence donnée lors du quatrième forum de la recherche organisé par l'Atécopol de Toulouse le 29 novembre 2019.

ph neutre (ni basique ni acide) ou de neutralité carbone (bilan nul entre les émissions positives et les émissions dites négatives). Par ce biais, l'idée de neutralité s'est mise à connoter l'idée de juste milieu, de position centriste ou modérée, à égale distance des extrêmes.

On va le voir, s'il fallait vraiment conserver l'idée de neutralité scientifique, il faudrait la comprendre de la première manière, comme l'absence de parti pris ou plutôt comme l'effort de *neutraliser* les partis pris, de les rendre inopérants dans le travail de recherche et de réflexion. Mais le fait que beaucoup de scientifiques la comprennent de la seconde manière, estimant par exemple que la neutralité scientifique est incompatible avec les positions jugées extrémistes de l'écologie politique, en dit long sur la confusion qui entoure cette notion.

Si l'idée de neutralité peut être interprétée de deux manières, elles ont un point commun qui constitue son noyau dur : la formule « ni... ni... ». Dans l'esprit de la plupart des gens, la neutralité scientifique signifie que la science n'est ni de droite, ni de gauche, ni capitaliste, ni communiste; qu'elle n'est ni catholique, ni protestante, ni musulmane, ni hindouiste; et aussi que, comme la technique à laquelle elle est intimement liée dans sa forme moderne, elle n'est ni bonne ni mauvaise, tout dépend de ses usages. Ce qui implique d'une part que la science, conformément à la visée de vérité universelle, serait extérieure aux clivages qui divisent la société et que les controverses scientifiques se situeraient donc sur un autre plan que les débats politiques, religieux et éthiques. Mais cela implique aussi, d'autre part, que la science n'aurait pas à être questionnée sur sa valeur, ses fonctions et ses effets sur le monde : elle désignerait un ensemble de connaissances qui font le bien ou le mal selon les intentions de ceux et celles qui les emploient. Si problèmes il y a, ils ne sont pas liés à la science en tant que telle, mais aux utilisations sociales, politiques, économiques, etc., que les décideurs en font, c'est-à-dire à son instrumentalisation par des forces extérieures.

On aboutit alors à l'un des paradoxes les plus problématiques de l'idée de neutralité scientifique, puisqu'elle conduit à exclure du champ de la réflexion critique tout un ensemble de pratiques sociales et de savoirs, dits scientifiques, au mépris du principe sceptique de la démarche scientifique : ne rien tenir *a priori* pour évident ou admis. Pour bien comprendre ce paradoxe, il est nécessaire de distinguer la science comme démarche ou attitude intellectuelle, fondée sur le rationalisme critique (au sens large de l'usage de la raison pour remettre en question les idées préconçues), de la science comme institution sociale (ensemble d'acteurs, de pratiques, d'établissements, etc.) étroitement liée, de manière historiquement variable, aux autres institutions structurant les sociétés. Autrement dit, la science comme démarche intellectuelle devrait s'arrêter devant le temple

de la science comme institution, au point d'aboutir au refus militant, de la part de certains scientifiques, de s'interroger sur les implications de leurs travaux, en se défaussant de toute responsabilité en la matière. Comme l'aurait déclaré John von Neumann, l'un des physiciens ayant permis la mise au point de la bombe atomique, « nous [les scientifiques] n'avons pas à nous sentir responsables du monde dans lequel nous vivons » (en partie façonné par leurs inventions)<sup>3</sup>. À mes yeux, cette interprétation de la neutralité scientifique est inacceptable : comme le Code pénal (article 121-7), j'estime qu'une personne qui procure à une autre les moyens de son crime, alors que ce crime était prévisible, en est aussi en partie responsable, c'est-à-dire complice.

L'idée de neutralité scientifique pose au fond, on le comprend, le problème des rapports entre « science et société », ou plutôt entre, d'un côté, les sciences et les technologies qui en résultent et, de l'autre, le monde dans ses diverses dimensions, notamment sociales et naturelles. Or, ce problème est complexe puisqu'il se pose sur des plans différents et entremêle des problématiques hétérogènes. La neutralité scientifique se joue au moins à trois niveaux :

- celui des principes de la science, au double sens de ses postulats constitutifs et des finalités qu'elle vise. Vu qu'il n'y a pas de science sans présupposés, sans axiomes indémontrables ou indécidables, comment s'assurer que ces postulats ne soient pas des partis pris culturels, idéologiques ou genrés ? Et si la science moderne vise à mieux connaître le monde pour s'en rendre « comme maître et possesseur » (Descartes), un tel projet peut-il être qualifié de « neutre » ? L'unanimité moderne qui entoure la volonté d'améliorer la condition humaine (à supposer que ce soit la fin de la science) en fait-il un projet neutre sur les plans éthiques, religieux, politiques ?

- celui des moyens de la science : la science peut-elle recourir à tous les moyens pour faire progresser la connaissance ? Peut-on estimer neutres des savoirs présupposant l'expérimentation animale ou humaine ?

- celui des effets de la science : vu que la science, notamment par le biais des technologies qu'elle permet, a des effets immenses sur la société et la nature, qu'elle bouleverse les manières de vivre et les cadres de vie de manière plus révolutionnaire que n'importe quelle révolution politique, ne faut-il pas la considérer comme une force politique ou du moins comme une puissance sociale prise dans la mêlée ? Dès lors, peut-on la dire neutre ?

3. Souvenir rapporté par R. P. Feynman, *Vous voulez rire, Monsieur Feynman !*, Odile Jacob, Paris, 2000.

Par ailleurs, l'idée de neutralité scientifique croise des problématiques diverses :

- épistémologiques et méthodologiques : à quelles conditions un savoir peut-il être dit neutre ou objectif, et donc vrai au sens d'universellement acceptable ?

- déontologiques, au sens de l'éthique des métiers de la recherche et de l'enseignement : quand on les exerce, peut-on prendre position dans les débats de son époque, dans quel cadre et à quelles conditions ?

- sociohistoriques et cosmopolitiques, au sens où il s'agit de s'interroger sur la place (évolutive) de la science dans la société et ses effets de transformation du monde (du cosmos)<sup>4</sup> : si la science n'est pas une tour d'ivoire imperméable aux influences sociales, quels liens entretient-elle avec les autres sphères de la société ? Quel est son impact sur le monde social et naturel ? Son « rôle historique » se résume-t-il au progrès de la vérité, comme un certain sens commun aime le penser ?

- éthico-politique (au sens d'une politisation de la recherche en fonction de ses implications potentielles) : le progrès de la connaissance justifie-t-il toutes les pratiques scientifiques ? Vu l'affinité entre la science moderne et le projet de maîtrise du monde, indissociable de la quête de puissance, notamment militaire, certains domaines de la réalité ne mériteraient-ils pas de rester *terra incognita* ? Ne vaudrait-il pas mieux s'abstenir de certains types de recherche ?

#### LA QUESTION DE LA NEUTRALITÉ SE POSE DIFFÉREMMENT EN FONCTION DES SCIENCES

La question de la neutralité scientifique est encore complexifiée par le fait que la science, telle que j'en ai parlé jusqu'ici, *au singulier*, n'existe pas. Il s'agit d'une abstraction *non scientifique* inventée au XIX<sup>e</sup> siècle, dans un contexte sociohistorique caractérisé notamment par trois processus : *la professionnalisation de la recherche* qui, jusque-là, n'était pas un métier rémunéré ; ce processus est étroitement lié à deux phénomènes plus généraux : *l'industrialisation*, dans laquelle les scientifiques ont joué un rôle croissant et qui leur a donné une importance sociale de plus en

---

4. Ce qui suppose des connaissances en matière d'histoire et de sociologie des sciences, ainsi que des enquêtes sur l'évolution actuelle des institutions scientifiques, remises dans leur contexte social et politique, comme le font certains journalistes. Cf. par exemple l'enquête de S. Foucart, S. Horel et S. Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, La Découverte, Paris, 2020, qui montre comment une conception positiviste de la science est utilisée pour faire de la désinformation sur les enjeux sanitaires et écologiques des produits industriels, et discréditer les recherches en cours.

plus décisive, en remodelant leurs rôles et leurs fonctions dans la société ; enfin, *la sécularisation* qui a érigé la science en antonyme de la religion et en a fait le bastion de la raison contre la foi — à moins que ces deux derniers processus n'aient plutôt conduit à ériger la science en « nouvelle religion de l'âge industriel », conformément aux vœux du fondateur du positivisme<sup>5</sup>.

En réalité, il existe divers types de sciences et de régimes de scientificité, qui sont en débat, voire en conflit. À chaque époque, il y a des controverses au sein des disciplines, des conflits entre les disciplines et des tensions entre les types de sciences. Aujourd'hui, il est notamment courant d'opposer les sciences naturelles aux sciences humaines et sociales, jugées « molles » par rapport aux sciences dites « dures » parce que ces dernières correspondent plus, en raison de leur falsifiabilité expérimentale, à l'idéal positiviste d'objectivité et de neutralité scientifiques ; néanmoins, elles peuvent être à leur tour relativisées par les sciences humaines en raison de l'aveuglement dont elles font preuve quant au caractère situé de leurs principes, notamment ontologiques — comme par exemple le « grand partage » entre nature et société qui est présupposé, justement, par la division entre sciences naturelles et sciences sociales.

Quand on se penche sur l'histoire, on remarque en outre que les sciences évoluent, que ce qui était considéré scientifique à une époque ne l'est plus à telle autre. D'un point de vue sociohistorique, on peut même dire que la quête scientifique de vérité a connu de profondes métamorphoses, en fonction des cadres dans lesquels elle s'est inscrite. De manière schématique, il est courant de dire que la science antique, qui nous a légué un certain nombre de connaissances fondamentales, notamment dans les domaines des mathématiques et de la géométrie, était plutôt contemplative. En revanche, la science moderne qui naît avec la génération Galilée-Descartes-Bacon a une orientation beaucoup plus pratique, opératoire et utilitaire, et va se lier de manière de plus en plus inextricable à l'industrie et à la technique — c'est l'apparition des sciences agissantes, visant à transformer le monde, par opposition aux sciences éclairantes, basées sur la simple observation des choses<sup>6</sup>. Ensuite, la science a continué de se transformer en s'institutionnalisant avec le soutien croissant des États (création des académies des sciences et des premières écoles d'ingénieurs). Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, en lien avec la professionnalisation

5. G. Carnino, *L'invention de la science. La nouvelle religion de l'âge industriel*, Seuil, Paris, 2015.

6. Cf. D. Bourg et K. Whiteside, *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Seuil, Paris, 2010, chap. 4. Sur le lien entre la science moderne et l'industrie, cf. P. Musso, *La religion industrielle. Monastère, manufacture, usine. Une généalogie de l'entreprise*, Fayard, Paris, 2017, chap. 3.

de la recherche, apparaît ce que l'on peut appeler la « science organisée », pilotée par des instances extérieures. Désormais, la recherche suppose de tels moyens matériels qu'elle ne peut plus se faire à titre personnel, comme à l'aube de la modernité où les savants étaient propriétaires de leur moyen de production de connaissance (un bureau, une bibliothèque réduite, quelques instruments)<sup>7</sup> : elle se fait dans des instituts de recherche, publics (comme le Kaiser Wilhelm Institut ou le Massachusetts Institute of Technology, MIT) et de plus en plus privés, qui orientent le travail des scientifiques. Elle suppose une telle division du travail que les divers employés d'un même centre de recherche ne savent pas forcément, et même généralement ignorent, à quoi servent leurs travaux, comment ils s'articulent à ceux de leurs collègues et au reste de la société. Dès lors, la neutralité ne dépend plus seulement d'un effort de probité et d'intégrité des scientifiques, pris dans un système qui les emploie et les dépasse totalement. De ce point de vue, le projet Manhattan, modèle même de la Big Science, est exemplaire : sur les 100 000 collaborateurs impliqués, quelques-uns seulement savaient qu'ils travaillaient à produire la bombe atomique — même les plus hautes instances du pouvoir n'étaient pas au courant, en dépit du budget mobilisé<sup>8</sup>.

Comme la question de la neutralité scientifique se pose de manière différente selon les (types de) sciences, les époques et les contextes dans lesquels se font les projets de recherche, on mesure la complexité de la discussion. À défaut de pouvoir, dans le cadre de cet article, l'aborder de front, je vais me contenter de proposer un éclairage historique sur la notion de neutralité scientifique en revenant sur la manière dont le problème a été initialement posé il y a plus d'un siècle, en Allemagne, par Max Weber et à sa suite par d'autres auteurs associés à la « sociologie allemande<sup>9</sup> ». On prendra ainsi la mesure du problème que pose l'idée de neutralité scientifique et l'on aura aussi une idée de la façon dont cet idéal de pensée a dégénéré en idéologie qui, aujourd'hui, aveugle nombre de personnes, travaillant ou non dans le domaine scientifique, sur les tenants et aboutissants de la recherche et le rôle qu'elle peut jouer dans le débat public. J'espère ainsi donner quelques éléments historiques et théoriques pour dépasser une idée qui, au lieu de

7. Cf. M. Weber, « La profession et la vocation de savant », dans *Le savant et le politique*, La Découverte, Paris, 2003.

8. J.-M. Royer, *Le monde comme projet Manhattan. Des laboratoires du nucléaire à la guerre généralisée au vivant*, Le Passager clandestin, Lyon, 2017. Par l'enquête détaillée sur le projet Manhattan, l'auteur dénonce les liens intrinsèques entre la science moderne, la volonté de domination et le nihilisme mortifère du capitalisme industriel.

9. F. Vandenbergh, *Une histoire critique de la sociologie allemande*, La Découverte/MAUSS, Paris, 1997, 2 t.

clarifier ce qui fait le sens et la valeur du travail scientifique, masque ce que certaines pratiques scientifiques ont de problématique.

#### LA NEUTRALITÉ AXIOLOGIQUE DES SCIENCES SOCIALES SELON WEBER, UN IDÉAL LUCIDE ET EXIGEANT

C'est dans les années 1960 que l'idéal d'une science *value free* s'est imposé sous sa forme actuelle, combinant l'idée que la recherche scientifique est séparée du reste de la société et exempte de toute influence extérieure<sup>10</sup>. Pourtant, c'est bien plus tôt qu'il a été formulé par le sociologue, économiste et historien Max Weber. Dans ses travaux d'épistémologie des sciences sociales<sup>11</sup>, il a fait de l'idéal d'objectivité et de neutralité scientifique son cheval de bataille, choqué par la manière dont certains de ses collègues tentaient d'adapter les faits à leurs convictions et profitaient de leur chaire pour défendre leurs opinions politiques, fondées sur des valeurs par définition discutables. Weber part en effet de l'opposition classique entre les faits, qui relèvent de l'ordre objectif de l'être et sur lesquels il est en principe possible de s'accorder, et les valeurs qui relèvent du devoir être (elles disent non ce qui est, mais ce qu'il faut faire) et sont subjectives et culturelles : elles sont plurielles et chacune peut faire l'objet d'interprétations diverses, lesquelles varient, tout comme les valeurs et les manières dont on les hiérarchise, en fonction des personnes, des sociétés et des époques. Tout cela aboutit au fait que les valeurs suscitent des controverses interminables et des conflits insolubles. Il faut donc limiter les discussions scientifiques aux questions de fait et aborder les questions axiologiques (éthiques, politiques, religieuses) dans d'autres arènes.

C'est de cette distinction entre jugement de fait et jugement de valeur, constitutive d'une modernité libérale liée aux guerres de religion qui ont déchiré l'Europe au début des Temps modernes, que provient l'exigence de neutralité axiologique ou plutôt de *Wertfreiheit*. Car Weber ne parlait pas de « neutralité » axiologique, et pour cause compte tenu de ce que nous avons dit de la signification de ce terme et des connotations qui y sont associées (qui sont les mêmes en allemand qu'en français). À ses yeux, il serait absurde d'interdire au savant de prendre position dans les débats de son temps, non seulement parce que le savant est un humain et un citoyen comme les autres, mais aussi parce que l'on attend notamment de lui qu'il éclaire le débat public (c'est l'une des missions qu'on lui assigne). Et il serait encore

10. H. E. Douglas, *Science, Policy and the Value-Free Ideal*, University of Pittsburg Press, Pittsburg, 2009.

11. Regroupés dans le recueil de M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Plon, Paris, 1965.



plus absurde de penser qu'une position dite « moyenne » est plus vraie (au sens de scientifiquement fondée) qu'une position plus « extrême »<sup>12</sup>.

Le néologisme *Wertfreiheit*, qui articule les termes « valeur » (*Wert*) et « liberté » (*Freiheit*), signifie et connote autre chose : ici, *Freiheit* doit être pris au sens d'absence — au sens où « libre » peut signifier « dépourvu de », « sans » : un espace *rauchfrei* est un espace « non-fumeurs », où il est interdit de fumer, un aliment *gluten-free* est sans gluten. C'est la même idée qu'il y a dans l'expression anglaise *value-free*. Pour Weber, il ne s'agit toutefois pas de dire qu'une science sans la moindre référence axiologique serait possible — à ses yeux, ce n'est pas le cas — mais que la démarche et l'attitude scientifiques supposent d'être capable, à certains moments et dans certains espaces, de s'abstenir de prendre position et de suspendre ses jugements de valeur, de faire taire ses convictions, pour regarder les faits sans parti pris. Et cela suppose un effort, un travail sur et contre soi-même, tant il est difficile de regarder les êtres, les processus et les choses sans les juger, et sans « naturaliser » ses propres jugements, estimer qu'ils « vont de soi ». La *Wertfreiheit* n'est jamais donnée et assurée, elle désigne un idéal difficile à atteindre et suppose donc moins une simple absence ou abstention qu'un effort d'*abstinence*, une sorte d'ascèse intellectuelle.

Weber n'interdit pas au savant de prendre parti, mais de confondre cela avec l'établissement des faits. Au tout début de son article de 1904 sur « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociales », il explique que notre devoir de savant consiste autant à « voir la vérité des faits en face » qu'à « défendre nos propres idéaux »<sup>13</sup>. Mais il ne faut pas mélanger les deux, et c'est cela la neutralité axiologique : non pas s'abstenir de jugement de valeur, mais *s'abstenir de confondre faits et valeurs*. Voici ce qu'il écrit dans son essai de 1917 sur « Le sens de la “neutralité” axiologique dans les sciences sociologiques et économiques » : « La validité d'un impératif pratique entendu comme norme et la validité de vérité d'une constatation empirique d'un fait sont deux choses absolument hétérogènes au niveau de la problématique, de sorte que l'on porte préjudice à la dignité de l'une et l'autre de ces deux sphères si l'on méconnaît leur distinction et si l'on cherche à les confondre »<sup>14</sup>. Le propos de Weber n'est pas de proscrire les prises de position publiques de la part des savants, mais de défendre la dignité, l'intégrité et l'autonomie de deux problématiques hétérogènes contre tout empiètement de l'une sur l'autre. Et derrière cette exigence, il y a une double intention critique, à la fois contre ceux qui déforment

12. *Ibid.*, p. 379.

13. *Ibid.*, p. 129.

14. *Ibid.*, p. 382.

la réalité parce qu'elle dérange leurs idéaux, et contre ceux qui masquent leurs positions axiologiques en prétendant « laisser parler les faits ». Ces deux attitudes courantes doivent être dépassées, car la première conduit à biaiser les données factuelles et la seconde empêche de clarifier, pour les autres et pour soi-même, les idéaux que l'on défend<sup>15</sup>.

Contre la première, Weber veut *dégager un espace pour une connaissance factuelle qui soit libre de tout parti pris*, c'est-à-dire qui mette entre parenthèses, le temps de l'analyse des faits, les idéaux que l'on défend, parce qu'ils ne peuvent qu'empêcher de « comprendre pleinement les faits<sup>16</sup> ». Au fond, il s'agit de voir les choses telles qu'elles sont, même et surtout s'il s'agit de faits désagréables parce qu'ils contredisent nos valeurs. En ce sens, la neutralité axiologique est juste une exigence d'honnêteté intellectuelle. Mais elle a aussi un autre versant.

Contre la seconde posture, le propos de Weber est de *libérer la problématique des valeurs de toute tutelle scientifique*. Il s'agit de dégager un espace pour l'exercice du jugement qui soit libéré de l'idée que les scientifiques pourraient déterminer les valeurs et, en conséquence, nous décharger de la nécessité de choisir des « causes » à défendre — car, sur ce plan, ils ne sont pas plus qualifiés que n'importe qui. Or, cela suppose que les intellectuels s'abstiennent d'imposer leurs jugements, à la manière des experts, en les maquillant dans une analyse prétendument objective, et qu'ils soient donc prêts à les assumer comme tels (comme extra-scientifiques). Weber pense à toutes les théories qui, sous l'apparence d'une analyse factuelle, induisent des jugements de valeur. C'est notamment le cas des théories du progrès, si foisonnantes à son époque dans les cercles scientistes et positivistes. Parler de progrès, de développement, d'évolution, etc., cela revient à présenter comme positives des transformations, ce qui suppose bien sûr des jugements de valeur, sans toutefois expliciter les critères en vertu desquels les transformations en question seraient « bénéfiques »<sup>17</sup>.

Derrière le refus de Weber de toute mainmise scientifique dans la détermination des valeurs, il y a le rejet frontal de l'idée technocratique que la science pourrait se substituer à la politique : si les scientifiques peuvent éclairer la prise de décision politique, ils ne peuvent pas la prendre en charge par des moyens purement scientifiques, car toute décision politique suppose un arbitrage entre des valeurs et des intérêts différents, voire opposés, et cet arbitrage ne saurait être scientifique. Ce qui signifie aujourd'hui que les données scientifiques sur l'état de la nature, si alarmistes soient-

15. *Ibid.*, p. 378-379.

16. M. Weber, *Le savant et le politique*, op. cit., p. 95.

17. M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, op. cit., p. 404-420.

elles, ne justifient pas *par elles seules*, dans l'esprit de Weber, une politique d'état d'urgence écologique : que le vivant s'effondre n'implique pas qu'il faille donner une priorité *absolue* à sa sauvegarde, c'est-à-dire que cette dernière doit primer sur d'autres considérations comme la stabilité du système socioéconomique ou la préservation des libertés. Par contre, juger qu'il n'est pas souhaitable de sacrifier la stabilité sociale à court terme pour se prémunir d'un désastre socioécologique à long terme ne doit pas conduire à nier la gravité des atteintes et des menaces écologiques, comme le font tant d'idéologues du statu quo industrialiste. Autrement dit, Weber tente de clarifier quel peut être le rôle des scientifiques dans le débat public, en évitant les deux écueils du technocratie et du négationnisme. Sur *l'unique* base de leur savoir scientifique, tout au plus peuvent-ils, mais ce n'est pas rien, établir les faits et analyser les conséquences prévisibles de telle ou telle décision politique. Mais en tant que citoyens, ils peuvent tout à fait descendre dans l'arène publique pour défendre l'idée qu'il vaut mieux sacrifier les intérêts à court terme en faveur du statu quo que les conditions d'habitabilité de notre planète à long terme — à condition de reconnaître que ce jugement de valeur mobilise quelque chose de plus que leur savoir scientifique, quelque chose qui est de l'ordre d'une conviction éthico-politique qui a certes de bonnes raisons de son côté, mais reste indémontrable par des moyens *purement* scientifiques.

La neutralité axiologique que Weber défend n'a donc pas grand-chose à voir avec le positivisme larvé de certains scientifiques aujourd'hui, qui se font fort de ne pas s'engager alors qu'ils ne font que camoufler leur engagement conformiste dans une analyse qui ne semble neutre que parce que les jugements impliqués font (encore) consensus. Au contraire, c'est un savoir critique que Weber défend, qui cherche à démonter toutes les évidences, même scientifiques et progressistes. Pour ce faire, il reconnaît que les scientifiques sélectionnent et construisent les faits en fonction de considérations axiologiques jouant, dans les sciences humaines, le rôle de présumé transcendantal<sup>18</sup>. Leurs valeurs orientent nécessairement le choix des questions auxquelles ils s'intéressent : c'est elles qui pousseront un historien à se lancer dans des recherches sur les « grandes batailles qui font l'histoire » plutôt que sur les formes de mobilisation populaires ou la dégradation de l'environnement. Mais quel que soit le thème de recherche choisi, qui reflète les convictions de chacun, il est néanmoins possible, si l'on fait preuve de probité, de ne pas biaiser les faits étudiés : de ne pas écarter ceux qui dérangent nos convictions ou de tenter de les tordre pour les faire coïncider avec ces dernières.

18. *Ibid.*, p. 154-160.

Weber ne prétend donc pas que la réflexion scientifique pourrait être dépourvue de toute référence axiologique. Sans ce qu'il appelle un « rapport aux valeurs », il serait impossible de sélectionner ce qui, dans la masse des faits qui nous entourent, mérite ou non la peine d'être étudié, analysé, compris. Contrairement aux positivistes, Weber est donc constructiviste et en partie relativiste : les faits ne sont pas donnés, ils sont sélectionnés et construits en fonction de nos valeurs. Rien n'est en soi intéressant, tout dépend de « l'intérêt de connaissance » qui nous guide, lequel répond à la question : pourquoi pensons-nous qu'il importe d'étudier à longueur de journée tel ou tel aspect limité de la réalité ? Et cet intérêt de connaissance est variable selon les personnes, les cultures et les époques. C'est notamment le cas dans les sciences humaines et sociales où les questions que l'on se pose évoluent avec le temps, faisant également évoluer les connaissances<sup>19</sup>.

Malgré cette dimension constructiviste et relativiste, les énoncés scientifiques se distinguent d'autres discours par l'exigence de tenir compte des faits, sans les déformer, ce qui suppose d'être conscient des manières insidieuses dont nos valeurs et nos intérêts peuvent biaiser notre regard sur le monde. Tel est l'idéal de la neutralité axiologique pour Weber. Il concerne donc le processus de recherche proprement dit, centré sur l'établissement des faits et leur analyse. Mais en amont, Weber admet le rôle des valeurs dans la sélection des problèmes jugés dignes d'être étudiés, et en aval, il reconnaît aux scientifiques le droit de défendre leurs convictions dans l'espace public, ouvert au débat contradictoire. En revanche, il estime que les universitaires doivent s'abstenir de le faire dans le cadre de leurs activités académiques, car les élèves n'y ont pas le même droit de parole qu'eux<sup>20</sup>. On voit à quel point on s'est aujourd'hui éloigné de cette conception exigeante et nuancée : en estimant acquise cette neutralité qu'il s'agit d'atteindre, on se prive de la réflexivité qu'il faut pour l'atteindre.

#### LA THÉORIE CRITIQUE CONTRE L'IDÉOLOGIE POSITIVISTE DE LA NEUTRALITÉ SCIENTIFIQUE

Les réflexions de Weber sont éclairantes, mais elles sont partielles puisqu'elles n'abordent qu'une partie des sciences, les sciences sociales, semblant présupposer ainsi que les sciences naturelles seraient quant à

19. *Ibid.*, p. 200-201. On pourrait ajouter ici que ce qui caractérise les sciences de la nature est que l'intérêt de connaissance qui les gouverne, lié au projet de maîtrise de la nature, est particulièrement stable et partagé.

20. Sur les réflexions déontologiques de Weber relatives à l'exigence de neutralité qui s'impose aux universitaires, cf. M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, op. cit., p. 367-379.

elles « naturellement neutres », car « objectives » — c'est un postulat tacite qui a longtemps traversé le débat sur la neutralité scientifique. Et elles sont également partielles puisqu'elles n'abordent la question de la neutralité scientifique que sous l'angle épistémologique (la connaissance est-elle sans partis pris ou biaisée?), et non sous l'angle sociohistorique et cosmopolitique (les pratiques scientifiques ont-elles des effets sur le monde dont elles peuvent être jugées coresponsables ou sont-elles « neutres », au sens où elles ne seraient que des moyens au service d'instances qui seules peuvent être jugées coupables de leur mauvais emploi?).

Ce sont ces lacunes que le courant de pensée de la théorie critique (souvent aussi appelé « école de Francfort ») a en partie comblées à partir des années 1930. Comme son nom le suggère, la théorie critique a des aspirations à la fois cognitives et politiques. Dans l'essai fondateur de Max Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique* (1937), elle est caractérisée par une double dimension critique qui vise d'un même mouvement l'activité théorique et la réalité sociale : il s'agit d'une critique épistémologique de la théorie traditionnelle et d'une critique sociopolitique du capitalisme<sup>21</sup>. D'un même mouvement, puisque l'aspiration traditionnelle à la connaissance contemplative « pure », telle qu'elle est prolongée par le positivisme et son idéal de neutralité scientifique, est mise en question pour son incapacité à comprendre le rôle qu'elle joue dans une totalité sociale imprégnée de rapports de domination. Dans son attitude surplombante, elle s' imagine extérieure à la réalité sociale, indépendante d'elle : en quelque sorte, elle croit planer au-dessus de la société et transcender la mêlée politique qui la caractérise. Elle manque doublement de réflexivité : en amont, elle ne prend pas conscience que son développement est conditionné par des facteurs sociaux, et en aval, elle ne voit pas qu'elle contribue à la reproduction de l'ordre établi.

En amont, la recherche scientifique n'est pas sans condition, tant sur le plan culturel que matériel. D'un côté, elle est toujours relative à son époque et conditionnée par elle, faite par une certaine catégorie de personnes qui sont majoritairement issues de certaines classes sociales, ont des intérêts à défendre et partagent une vision du monde, liée à leur parcours de vie. D'un autre côté, il faut du temps et des moyens, matériels et financiers, pour effectuer des recherches scientifiques — et plus la science avance,

21. M. Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, Gallimard, Paris, 1974. Cf. aussi, du même auteur, « La théorie critique hier et aujourd'hui », dans *Théorie critique. Essais*, Payot, Paris, 1978 : « La théorie critique se comportait de façon critique à l'égard de la société et à l'égard de la science », mais cette critique de la science se fait au nom de la vérité : « Pour être vraie, la science devrait se comporter de façon critique à l'égard d'elle-même comme à l'égard de la société qui la produit » (p. 356-357).

plus ces moyens sont importants, désormais gigantesques. Il en résulte que les scientifiques sont de plus en plus dépendants de leurs financeurs et de leurs commanditaires (les États et les grandes entreprises) qui peuvent orienter leurs recherches en fonction de leurs intérêts (politiques ou économiques), soit en leur coupant les vivres, soit en attribuant des financements sur appel à projet, ce qui leur laisse la « liberté » (purement formelle) de s'inféoder ou non aux intérêts industriels ou militaires de leurs bailleurs de fonds. Autrement dit, les intérêts de connaissance mis en évidence par Weber (qui déterminent ce que l'on juge intéressant d'un point de vue intellectuel) sont indissociables des intérêts au sens large et trivial (économiques, politiques, etc.) des scientifiques et, le cas échéant, de ceux qui les financent. Il en résulte que le vrai clivage ne passe pas entre sciences humaines et sciences physiques, mais entre sciences gouvernées par l'objectif d'accroître la maîtrise sur les processus naturels, sociaux ou psychologiques, c'est-à-dire de manipuler la réalité, et les sciences guidées par la visée d'émancipation, comme se veut la théorie critique<sup>22</sup>.

En aval, la recherche scientifique qui ne problématise pas son ancrage social parce qu'elle se croit neutre contribue avant tout au statu quo social, pour diverses raisons. Concevant le sujet et l'objet de la réflexion théorique comme « rigoureusement séparés », à la fois donnés et figés, elle « conduit au quétisme ou au conformisme<sup>23</sup> » : les faits sont têtus, « on ne peut pas changer les choses ». Le « faitichisme » positiviste dans les sciences humaines (les faits, conçus comme donnés et non construits, à la fois cognitivement et historiquement, font autorité) tend à justifier l'ordre établi. Par ailleurs, les liens étroits qui unissent le savoir au pouvoir sont attestés depuis la plus haute antiquité, et l'époque moderne ne déroge pas à la règle. Compte tenu de la dynamique propre au pouvoir, qui toujours cherche à s'accroître de peur d'être renversé, et du fait que la recherche scientifique est financée par les puissants, celle-ci sert de fait en bonne partie à l'accroissement de la puissance (politique, économique, technologique, militaire). En outre, les sciences sont créatrices de technologies qui sont vectrices d'efficacité, au sens de puissance. Or, les innovations de ce genre, en contexte inégalitaire,

22. Cette réflexion sur les intérêts de connaissance gouvernant les sciences a été approfondie par Jürgen Habermas (figure centrale de la deuxième génération de la théorie critique) dans *Connaissance et intérêt* (Gallimard, Paris, 1976) qui montre que les sciences empirico-analytiques, dont le modèle est la physique, sont gouvernées par l'objectif de transformation de la réalité. Le concept de certitude scientifique qui en découle, associé à la vérification par la reproduction du protocole expérimental, présente une affinité forte avec le modèle industriel de la production en série.

23. M. Horkheimer, *Théorie traditionnelle et théorie critique*, op. cit., p. 65. Cf. aussi p. 25 : « Le savant et sa science sont intégrés à l'appareil social, les résultats positifs du travail scientifique sont un facteur d'autoconservation et de reproduction permanente de l'ordre établi. »

profitent toujours *d'abord* aux groupes et aux États qui sont en position de domination et y ont de ce fait accès en premier, de sorte que l'innovation technologique permise par la recherche scientifique perpétue le fossé entre les puissants et les autres, sans rattrapage possible.

La théorie critique va radicaliser ses réflexions critiques sur le rôle négatif de la recherche scientifique dans les années 1940, notamment dans un ouvrage intitulé *La dialectique de la raison*<sup>24</sup>, dont l'une des thèses centrales peut être formulée de la manière suivante : la raison, au sens de la pensée en progrès, est intimement liée au projet de connaître la nature pour mieux la maîtriser ; mais à partir de la révolution industrielle, cette maîtrise de la nature a pris de plus en plus une forme technoscientifique et a accouché d'un « monde totalement administré », fait de grandes organisations bureaucratiques qui écrasent l'individu et détruisent la nature. Promesse d'émancipation à l'époque des Lumières, la raison est devenue, sous la forme technoscientifique et bureaucratique, un vecteur de domination. Les sciences ne sont pas neutres, *ni bonnes ni mauvaises* : il faut au contraire reconnaître qu'elles sont ambivalentes, c'est-à-dire *et bonnes et mauvaises*. Il faut donc réfléchir cette ambivalence pour distinguer *a minima* entre les sciences à visée opérationnelle au service de l'ordre industriel et les sciences basées sur l'observation qui permettent de documenter les calamités qu'il entraîne dans son sillage — tout le problème étant bien sûr que ces dernières peuvent toujours se convertir en savoirs opérationnels, surtout dans notre société obsédée par l'opérationnalité. Dans le contexte industriel et le désastre socioécologique en cours, compte tenu des liens qui unissent la recherche scientifique et les intérêts économiques et politiques, la question se pose alors de savoir, comme le mathématicien Alexandre Grothendieck le disait, s'il faut continuer la recherche scientifique<sup>25</sup>.

#### L'EXIGENCE DE LUCIDITÉ PRIME SUR LA PRÉTENTION À L'OBJECTIVITÉ

Les conceptions de Weber et de la théorie critique montrent à quel point l'idée de neutralité scientifique, dans sa version courante et naïve, est

24. M. Horkheimer et T. W. Adorno, *La dialectique de la raison. Fragments philosophiques*, Gallimard, Paris, 1974.

25. Cf. A. Grothendieck, « Allons-nous continuer la recherche scientifique ? », *Écologie & Politique*, n° 52, 2016 [1972], p. 159-169. Grothendieck était membre d'un groupe de scientifiques qui ont soumis la science moderne à une critique radicale, compte tenu de ses implications militaires, politiques et écologiques. Cf. C. Pessis (dir.), *Survivre et vivre. Critique de la science, naissance de l'écologie*, L'échappée, Paris, 2014.



problématique, voire idéologique, et à quel point il est nécessaire de repenser le problème aujourd'hui, à l'heure où les conséquences négatives du progrès technoscientifique portent gravement atteinte au vivant. Mais pour faire cela rigoureusement, il faudrait examiner pour chaque projet de recherche les prétentions à la neutralité sociale, politique, écologique et morale de ses principes, de ses méthodes et de ses effets. Se demander à chaque fois : sur quels axiomes et quels postulats le projet est-il basé et par quel intérêt de connaissance est-il gouverné ? Qui le finance — et si l'armée ou l'industrie capitaliste contribue à son financement, comme c'est si souvent le cas, peut-il être considéré comme neutre ? Quels sont les usages sociaux prévisibles de ses résultats ?

Vu les problèmes qu'elle pose, et son fonctionnement comme dispositif d'aveuglement empêchant de poser ces questions, il me semble qu'il vaut mieux renoncer à l'idée de neutralité scientifique. C'est aussi ce que préconise un rapport sur *L'engagement public des universitaires* datant de mai 2022, réalisé par des universitaires de Lausanne, en précisant que la fiabilité de la production scientifique de savoir ne tient pas tant à l'absence de valeurs qu'à l'utilisation de méthodes et de procédures visant à contrôler et à minimiser les inévitables biais liés à l'identité, la culture, au parcours et au contexte de travail des chercheurs. « À l'idée de neutralité on préférera donc les notions de quête d'objectivité, de rigueur scientifique et de transparence sur les valeurs<sup>26</sup>. » Il me semble nécessaire d'ajouter à ce rapport, qui n'aborde pas la question de la neutralité scientifique sur le plan des effets de la recherche scientifique, une autre conclusion. Il y a quelque chose d'autre qui compte et que les scientifiques modernes ont trop souvent mis de côté : la lucidité au double sens de l'aptitude à ne pas se voiler la face, à anticiper l'avenir et prévoir les conséquences possibles de ce que l'on fait, et de la capacité réflexive de retour sur soi, ses préjugés et ses intérêts, permettant qu'ils ne viennent pas biaiser notre regard sur le monde, et notamment le monde à venir. Et c'est la lucidité qu'il faut, je crois, cultiver d'urgence aujourd'hui, plus que la neutralité scientifique ou l'objectivité – même si cela implique de dépasser une autre exigence bien compréhensible, mais discutable, qui est au cœur des pratiques scientifiques modernes : la spécialisation<sup>27</sup>.

26. A. Fragnière et al., *L'engagement public des universitaires : entre liberté académique et déontologie professionnelle*, Université de Lausanne, Lausanne, mai 2022.

27. Cf. A. Berlan, *La fabrique des derniers hommes. Retour sur le présent avec Tönnies, Simmel et Weber*, La Découverte, Paris, 2012, chap. 1. Dans mon livre *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délivrance*, La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax, 2021, je montre que la science moderne est basée sur une conception de la liberté comme délivrance qui, loin d'être neutre, est très problématique sur les plans sociaux, politiques et écologiques.



---

---

**Aurélien Berlan**, agrégé et docteur en philosophie, est membre de l'Atécopol de Toulouse, maître de conférences au département des sciences économiques et gestion de l'université Toulouse 2, et membre du LISST (Laboratoire Interdisciplinaire Solidarités, Sociétés, Territoires).

---

---